

Brochure n° 3005-I

**Conventions collectives nationales
et accords nationaux**

**TRAVAUX PUBLICS
Tome I : Accords nationaux**

Brochure n° 3107

**Accords collectifs nationaux
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**

Brochure n° 3193

Convention collective nationale
IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale
IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

AVENANT N° 6 DU 28 JUIN 2006
RELATIF AUX FORFAITS HORAIRES ET MODALITÉS DE PRISE
EN CHARGE PAR L'OPCA BÂTIMENT

NOR : ASET0650836M

Entre les soussignés,

Vu la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social ;

Vu l'accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003 ;

Vu l'article 6, alinéa 3, de l'accord national du 13 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre de la formation professionnelle tout au long de la vie dans les entreprises du BTP ;

Vu l'avenant n° 4 du 7 juillet 2005,

Vu l'avenant n° 5 du 20 décembre 2005,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Bilan de l'avenant n° 5 du 20 décembre 2005

Conformément à l'avenant n° 5 du 20 décembre 2005, les organisations d'employeurs et de salariés se sont réunies le 28 juin 2006 pour examiner le bilan des contrats de professionnalisation dans les entreprises relevant de l'OPCA Bâtiment. Les résultats sont très satisfaisants : 1 500 contrats ont été enregistrés durant le 1^{er} semestre 2006.

Au regard du coût moyen de ces 1 500 contrats et de la période actuelle de croissance favorable, les organisations d'employeurs et de salariés représentatives du bâtiment tiennent à accompagner les entreprises dans leur recrutement de jeunes et de demandeurs d'emploi à l'aide du contrat de professionnalisation.

A cet effet, elles conviennent de revoir les modalités de prise en charge de ces contrats par l'OPCA Bâtiment, notamment pour permettre à cet organisme d'accéder au FUP, dans la perspective du financement d'un plus grand nombre de contrats.

Article 2

Dispositions applicables aux entreprises relevant de l'OPCA Bâtiment

Les signataires de cet avenant rappellent que l'objectif prioritaire reste l'intégration de jeunes et de demandeurs d'emploi dans la profession par l'utilisation de contrats de professionnalisation d'une durée de 6 mois à 1 an.

C'est pourquoi le nouveau dispositif ci-après repose sur la mise en œuvre d'un contrat de professionnalisation de référence ayant les caractéristiques suivantes :

Contrat de référence :

- durée du contrat : 1 an ;
- nombre d'heures de formation : 400 heures ;
- coût moyen : 6 800 €.

Modulations possibles

Selon l'évaluation et la finalité de la formation, il est possible de faire varier la durée du contrat, le nombre d'heures de formation et par voie de conséquences le coût, pour autant que le coût moyen fixé par le FUP de 6 800 € de l'ensemble des contrats gérés annuellement par chaque AREF est respecté.

Mise en œuvre

Il appartiendra à l'OPCA Bâtiment, en fonction de son budget, de définir les modalités de mise en œuvre, notamment en responsabilisant chaque AREF sur la tenue du coût moyen à son niveau.

Cependant, le groupe OPCA-GFC-AREF est invité à développer les contrats de professionnalisation en maintenant toutefois les conditions qui permettront à l'OPCA d'accéder sans difficulté à la mutualisation du FUP.

Montant maximum des prises en charge

Les dispositions applicables aux entreprises relevant de l'OPCA Bâtiment contenues dans l'avenant n° 5 du 20 décembre 2005 à l'accord du 13 juillet 2004 précité sont annulées et remplacées par les dispositions ci-après.

En application de l'article 6 de l'accord du 13 juillet 2004, les organisations d'employeurs et de salariés signataires du présent avenant décident de fixer les forfaits de prise en charge des contrats et des périodes de professionnalisation de la manière suivante.

(Voir tableau page suivante.)

CONTRATS DE PROFESSIONNALISATION	TOUS TYPES DE FORMATION hors « tertiaires » et conduites d'engins		FORMATIONS à la conduite d'engins		FORMATIONS « TERTIAIRES » Durée de financement planifiée à une année
	CDD	CDI	CDD	CDI	
Forfaits horaires de prise en charge par l'OPCA Bâtiment	15 €	18 €	20 €	23 €	7 €
Plafond de paiement des prestations de l'organisme de formation	12 €	12 €	17 €	17 €	7 €
Partie réservée à l'entreprise pour le financement des rémunérations, charges, frais de transport, frais annexes, etc.	3 €	6 €	3 €	6 €	0 €
PÉRIODES DE PROFESSIONNALISATION	17 €		17 €		7 €

Rapport qualité-prix

Les partenaires signataires de cet avenant insistent sur le fait qu'il est question de plafond et qu'en conséquence, il convient de négocier les coûts des prestations dans la logique du meilleur rapport qualité/prix.

Article 3

Contrats de professionnalisation Bâtiment des GEIQ

Compte tenu de la décision du FUP du 1^{er} février 2006 d'exclure les GEIQ du calcul du coût unitaire moyen des contrats jeunes de moins de 26 ans pris en charge par les OPCA, compte tenu de leur spécificité et en application des alinéas 4 et 7 de l'article 3.2 de l'accord du 13 juillet du BTP :

- l'OPCA Bâtiment peut financer les contrats des GEIQ dans la limite de 900 heures de formation pour un contrat de 24 mois au maximum ;
- l'OPCA Bâtiment peut prendre en charge les coûts liés à l'exercice du tutorat à hauteur de 230 € par mois et par bénéficiaire pendant 6 mois ;
- en conséquence ces contrats feront l'objet d'une comptabilisation séparée pour permettre, le cas échéant, d'avoir accès aux financements spécifiques du FUP.

Article 4

Rappels concernant les conditions de réussite

Dans le cadre d'un contrat de professionnalisation, l'employeur doit choisir un tuteur parmi les salariés qualifiés volontaires de l'entreprise.

Dans le cadre d'une période de professionnalisation, un tuteur est choisi lorsque la période de professionnalisation concerne un jeune âgé de moins de 26 ans.

L'OPCA Bâtiment prend en charge les coûts liés à l'exercice du tutorat pour les contrats de professionnalisation à hauteur de 230 € par mois et par bénéficiaire pendant 3 mois dans la limite du budget affecté par l'OPCA Bâtiment, et sous réserve de l'envoi par l'entreprise d'une photocopie ou d'une télécopie de la fiche de mise en œuvre et de suivi attestant de l'organisation effective des 2 premiers entretiens évoqués ci-dessous.

Pour garantir la réussite du contrat, les entreprises s'engagent à assurer la mise en œuvre pratique du contrat et un suivi régulier du bénéficiaire par 2 moyens :

1. En organisant :

- un tutorat ;
- un entretien d'embauche destiné à déterminer les compétences à acquérir ;
- un entretien bilan à 2 mois ;
- un entretien de fin de contrat.

2. En formalisant ces différentes étapes sur un support (annexé au présent avenant) défini par les organisations signataires.

Article 5

Date d'application

La date d'entrée en application du présent avenant s'applique aux contrats signés à compter du 1^{er} juillet 2006.

Les parties signataires conviennent de dresser un bilan du présent avenant avant le 31 décembre 2008, cette date pouvant être avancée sur saisine de l'OPCA Bâtiment.

Article 6

Champ d'application

Le présent avenant est applicable à toutes les entreprises du bâtiment relevant du champ d'application de l'OPCA Bâtiment sur le territoire métropolitain ainsi que dans les départements d'outre-mer (DOM).

Article 7

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant auprès du ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

Fait à Paris, le 28 juin 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) ;

Fédération nationale des sociétés coopératives du BTP (FNSCOP).

Syndicats de salariés :

Syndicat national BTP CFE-CGC ;

Fédération française du bâtiment (FFB) ;

Fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

Fédération nationale des salariés de la construction CGT ;

Fédération générale Force ouvrière du BTP et ses activités annexes CGT-FO.

ANNEXE

CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

MISE EN ŒUVRE PRATIQUE ET SUIVI FORMALISE DANS L'ENTREPRISE

Entreprise :		Le bénéficiaire :	
Tuteur	Nom	Prénom	
Qualité/Titre			
Organisation de l'accueil, du tutorat, de l'intégration dans l'entreprise et de la professionnalisation <i>Modalités du choix du tuteur ; organisation de la relation avec le bénéficiaire quant à l'accueil, le suivi, l'activité du bénéficiaire, etc.</i>		Description	
Entretien d'embauche	Date :	Avec	
Compétences déjà maîtrisées		
Personnalisation de la formation		
Détermination des compétences à acquérir pendant le contrat (10 compétences maxi, sous forme de « être capable de ... ») <i>Ex : dresser un enduit</i>	1.		
	2.		
	3.		
	4.		
	5.		
	6.		
	7.		
	8.		
	9.		
	10.		
Objectifs du contrat	Diplôme/Titre/CQP ou qualification reconnue dans les classifications de la CCN ou sur la liste des CPNE préparés :		
Visa employeur/son représentant	Visa du salarié	Visa du tuteur	
.....	
Entretien Bilan à 2 mois	Appréciations :	Actions décidées :	
Point sur l'activité, l'acquisition des compétences, les relations avec le formateur, etc.	
Visa employeur/son représentant	Visa du salarié	Visa du tuteur	
.....	
Entretien fin de contrat			
Evaluation, analyse et réflexions sur les éventuelles suites			
Visa employeur/son représentant	Visa du salarié	Visa du tuteur	
.....	
Autres observations			
.....			
L'accompagnement des AREF sera sollicité pour le positionnement et la définition des objectifs			

